



CLASSES EN LUTTE

Bulletin de la fédération CNT des Travailleurs-euses de l'éducation

n°264, janvier 2022

**Prochain
Classes-En-Lutte
février 2022**

CLASSES EN LUTTE

Bulletin de la fédération CNT
des Travailleurs-euses de
l'Éducation n°264, janvier
2022

La Mauvaise Herbe

la revue de la Cnt-Éducation
Abonnez-vous !

Bulletin dans la rubrique
dédiée

sur le site www.cnt-f.org/fte



Préavis de grève

La CNT éducation dépose chaque semaine des préavis de grève pour soutenir les mobilisations des personnels. Ces préavis couvrent tous les personnels au niveau local comme national. Ces préavis peuvent servir à défendre des élèves menacés d'expulsion pour défaut de papiers.

Pour nous contacter :
07 82 14 98 31

Pour une école vraiment ouverte à tous et toutes, il faut sortir Blanquer.

Toutes et tous en grève à partir du 13 janvier !

Nous y sommes. Le service public d'éducation ne fonctionne plus. Des milliers d'enfants sont privés de classe, les personnels sont en burn-out général après une semaine de rentrée, les familles sont méprisées par une gestion chaotique et une pénurie chronique de remplaçant-e-s.

Le dernier « protocole » du ministre est une insulte à la protection des personnels et de la population car, loin d'aménager la protection contre le virus, il transforme l'école en incubateur.



On aurait tort de croire que cette situation est imputable à Omicron et à sa contagiosité inédite.

Cette 5e vague épidémique en deux ans arrive sur une école fragilisée par 30 ans de définancement des services publics, 20 ans d'attaques frontales contre les fonctionnaires et le métier d'enseignant-e-s. Quant aux 5 dernières années du ministère Blanquer, elles ont clairement anéanti les dernières prétentions à une école égalitaire pour les élèves ou attractive pour les enseignant-e-s.

C'est bien beau mais qu'est ce que vous proposez ?

Le virus arrive sur une école en ruine. Effectivement, pendant les deux ans d'épisodes de covid, le démantèlement de l'école publique n'a pas faibli.

Il n'y a donc aucune solution d'urgence qui puisse créer magiquement des enseignant-e-s en nombre suffisant pour assurer les remplacements, alléger les groupes d'élèves, assurer le suivi des élèves en cas d'isolement, équiper les classes en purificateurs d'air ou capteur de CO2...

Un ministre un peu pragmatique aurait depuis longtemps recruté les enseignant-e-s « listes complémentaires », ces collègues disponibles qui se destinent au métier de prof. Cette mesure ne représente que quelques centaines de profs mais elle enverrait un message clair.

Au contraire, Blanquer préfère tenter de trouver des contractuels jetables à pole emploi, voire demander à des parents d'élèves disponibles de faire de la garderie. Il ose même rappeler des collègues retraité-e-s pour faire la classe, imaginant plonger des soixantenaires dans un bain de Covid.

Cette gestion à moindre coût de la pandémie lui a permis de « rendre » près de 700 millions d'euros du budget de l'Éducation Nationale à Bercy sur les années Covid (2020 -2021).

En grève le 13... et après !(suite)

Plus personne n'ignore la publicité mensongère qui tient lieu de politique de communication à Big Blanquer, ces chiffres l'illustrent définitivement. Le slogan d'une « priorité à l'éducation » est insupportable au regard de nos conditions de travail.

Une main sur la caisse, l'autre sur la laisse.

Les 100 milliards du « plan de relance » ont massivement profité au grand patrona pendant que les « indépendants » et les auto entrepreneurs se contentaient des miettes.

Pas un euro de cette manne financière n'est venu ruisseler sur l'école publique. Le hold-up sur les services publics prive les élèves d'école ou les malades de soins, c'est entendu.

Il suscite aussi quelques résistances et, en bon managers, les capitalistes savent transformer les crises en opportunités pour accentuer leur emprise sécuritaire et maximiser les profits. Alors que la classe obscène s'est enrichie à la faveur de la crise, les libertés publiques se sont effondrées et la société de contrôle s'est installée avec un niveau d'acceptation sidérant, notamment à l'école, où on nous demande de contrôler les élèves sur des questions médicales.

Après deux lois sécuritaires en un an et l'instauration du « pass sanitaire », voilà le démagogisme « pass vaccinal » et l'état d'exception qui n'en finit pas de devenir la norme.

Nous, anarchosyndicalistes de l'éducation, n'accepterons jamais de troquer notre liberté contre la sécurité car, à ce petit jeu, on finit par n'avoir ni l'une, ni l'autre.

Nous ne connaissons pas d'autres méthodes que la liberté de débattre, l'accès à l'information et l'intelligence collective pour amener les gens à adopter des conduites éthiques compatibles avec des politiques sanitaires d'intérêt général.

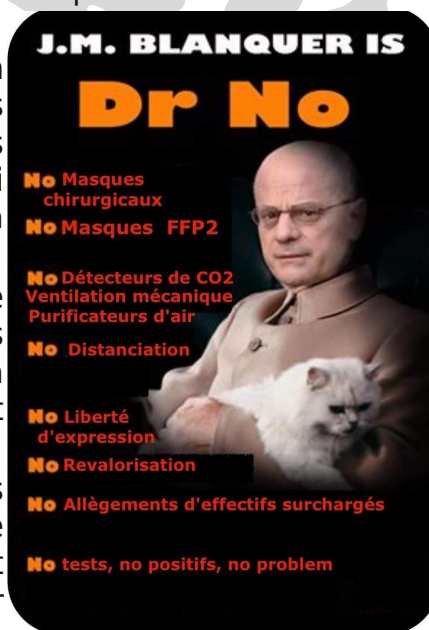
Tant qu'il subsistera des brevets sur les vaccins, comment ne pas parler de « big pharma » ?

En grève, pour quoi faire ?

Dans l'immédiat, nous devons créer un réel rapport de force pour forcer Blanquer :

- à recruter d'emblée tout-e-s les collègues sur listes complémentaires.
- à fournir des protections aux personnels (masques FFP2, tests etc.)
- à suspendre toutes les réunions institutionnelles qui ne servent pas l'intérêt des élèves (projets d'école, évaluations d'établissement, « formations » uniformisantes etc.)
- à confier à des services compétents le soin de gérer les questions épidémiques (traçages, accompagnements) car les enseignant-e-s ont tout autre chose à foutre (et oui).
- à abandonner immédiatement la réforme Rilhac, la réforme du bac contrôle continu et la loi de transformation managériale de la fonction publique.

Nous voulons le départ de Blanquer parce qu'il incarne tout ce qui s'oppose à un service public égalitaire.



Surtout, nous devons reconduire les grèves, amplifier les mobilisations et rejoindre les autres secteurs en lutte le 27 janvier pour forcer les capitalistes à payer et pour imposer :

- un plan d'urgence pour refinancer les services publics à la hauteur du plan de relance offert pour sauver le capital
- une augmentation des salaires, du point d'indice, des minimas sociaux pour sortir le monde du travail de la paupérisation.
- un abandon de la réforme de l'assurance chômage et du recours à la précarité.
- l'enterrement du passe sanitaire et du passe vaccinal.

La période exige que nous arrêtons d'attendre le prochain protocole ou l'arrivée d'un élu providentiel pour nous sortir de la crise. C'est en nous organisant par et pour nous mêmes que nous serons les plus efficaces.

La CNT FTE appellent l'ensemble des personnels à se mettre en grève à partir du 13 janvier et à tout mettre en œuvre pour organiser la victoire.